



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N°28– Du 25 août au 31 août 2023

En bref

Afghanistan : Le régime taliban renforce stratégiquement ses liens commerciaux avec l'extérieur.

Bangladesh : En 2022, la part de marché du Bangladesh dans le secteur du prêt-à-porter atteint 22,2% en UE, 7,9% dans le monde. La Banque Asiatique de Développement approuve 300M USD pour soutenir la formation professionnelle. 52 entreprises ont postulé l'obtention d'une licence de banque numérique. Livraison de la première cargaison d'uranium pour la centrale nucléaire de Roopur prévue pour septembre.

Bhutan : Les volumes d'exportation de produits agricoles à destination de l'Inde déclinent. Le gouvernement dispose d'une marge de manœuvre sur sa dette non-hydroélectrique.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques*: Moody's prévient des défis à venir, suscitant l'« extrême déception » du gouvernement indien. La croissance du PIB de l'Inde au 1^{er} trimestre atteint son plus haut niveau depuis un an, soit 7,8% *Politique commerciale* : L'Inde soutient l'expansion des BRICS. G20 du commerce et de l'investissement : priorité à la stimulation du commerce mondial et au soutien des PME. Inflation alimentaire : de nouvelles mesures concernant le riz non basmati.

Népal : Déficit commercial équivalent à 873 M USD lors du premier mois de l'exercice.

Pakistan : Aux prises avec d'importantes manifestations populaires opposées à la forte augmentation des tarifs de l'électricité, le gouvernement pakistanais ne semble pas disposer de marge de manœuvre pour prendre des mesures d'apaisement. Nouveau problème de dette circulaire entre un exploitant minier, un producteur indépendant d'électricité (IPP) et la société nationale de transport de l'électricité. Application du régime TIR entre la Chine, le Pakistan et l'Afghanistan. Le rapatriement des bénéfices provenant d'investissements étrangers chute de 87 % en g.a. en juillet.

Sri Lanka : Encadrement des taux d'intérêt sur les prêts en roupies par la Banque centrale (CBSL). Résorption du déficit commercial au S1 2023 et bonne performance des transferts de migrants et recettes touristiques. Recul de l'inflation à 4,0% en août en glissement annuel. Près de 150 000 départs de travailleurs migrants à l'étranger au S1.

Afghanistan

Le régime taliban renforce stratégiquement ses liens commerciaux avec l'extérieur

La communauté internationale ne reconnaissant toujours pas officiellement l'administration talibane, le financement de l'économie demeure largement pénalisé. Le régime taliban cherche par conséquent à trouver des revenus de substitution, comme en témoigne le pic des recettes d'exportations lors de l'exercice budgétaire précédent proche de 2 Mds USD (+135% en g.a.), partiellement lié aux efforts des talibans pour assurer les partenariats commerciaux avec les pays voisins, l'amélioration de la collecte douanière, et la reprise des corridors aériens.

En effet, la stratégie des talibans est de tenter de compenser l'arrêt de l'aide internationale, qui représentait auparavant 40% du PIB, par les recettes d'exportation via le renforcement des liens commerciaux avec les pays limitrophes (Kazakhstan, Turkménistan, Pakistan) et avec la Chine, qui a investi près de 2 Mds USD en Afghanistan, principalement au sein de projets miniers, depuis la prise de pouvoir des talibans.

Récemment, une délégation constituée d'officiels du gouvernement ouzbek s'est également rendue en Afghanistan, afin de discuter des modalités de renforcement du commerce entre les deux pays, notamment la baisse des barrières tarifaires, et la mise en place d'infrastructures de transit. Au niveau des investissements, l'Ouzbékistan a exprimé son intérêt particulier pour le secteur des mines. Quant à l'Afghanistan, en situation de pénurie d'électricité chaque hiver, le régime taliban souhaite augmenter les quantités d'électricité importées depuis l'Ouzbékistan.

En parallèle, la Chambre de commerce et d'industrie afghane a fait part de l'intérêt de la Turquie pour réaliser des investissements au sein des secteurs de l'énergie, de la construction, et dans le secteur agricole. De fait, un représentant de la Chambre a souligné le besoin d'établir une Chambre de commerce commune afin de stimuler le commerce et les investissements

entre l'Afghanistan et la Turquie. Selon les statistiques du ministère de l'Industrie et du commerce, au cours des quatre premiers mois de l'année solaire 1402 (mi-mars à mi-juillet), le montant des échanges commerciaux entre l'Afghanistan et la Turquie a atteint 28 M USD, dont 5 M USD d'exportations afghanes.

Bangladesh

En 2022, la part de marché du Bangladesh dans le secteur du prêt-à-porter atteint 22,2% en UE, 7,9% dans le monde

Le Bangladesh a conforté sa place de deuxième exportateur de prêt-à-porter vers l'Union Européenne en 2022 avec 22,9 Mds USD de biens, soit 22,2% en hausse de 2,4 points en un an. La Chine reste première avec 30,1 Mds USD, mais voit sa part de marché reculer de 30,2% à 29,2% d'après les données d'Eurostat. La Turquie est troisième (11,6%). Le Bangladesh a néanmoins dépassé la Chine pour la première fois en termes de quantité de vêtements exportés vers le marché européen.

D'après les données de l'Organisation Mondiale du Commerce, le Bangladesh a également conservé sa deuxième place sur le marché mondial avec une part de marché de 7,9%, très loin derrière la Chine avec 31,7% mais toujours devant le Vietnam à 6,1% alors que Bangladesh et Vietnam était au coude-à-coude en 2018, 2019 et 2020. Le Bangladesh confirme ainsi sa nette progression, de 2,5% de part de marché en 2005 à 6,4% en 2021.

La Banque Asiatique de Développement approuve 300M USD pour soutenir la formation professionnelle

Le projet « Skills for Industry Competitiveness and Innovation program » vise à renforcer les compétences de 220.000 personnes sur l'utilisation des nouvelles technologies à visée professionnelle pour au moins dix industries prioritaires, afin notamment d'accompagner la diversification de l'économie du Bangladesh. Les secteurs particulièrement concernés sont le

textile (textile intelligent, numérisation), l'automobile (en particulier véhicule électrique), l'électronique et la pharmacie.

Le programme mettra l'accent sur de meilleurs partenariats entre industriels et établissements de formation, sur la formation des femmes, sur les technologies vertes et sur l'employabilité pour les petites et moyennes entreprises. Il permettra également d'améliorer la formation des candidats à l'expatriation, alors que la part de profils non-qualifiés est passé de 28% en 2019 à 79% en 2022.

52 entreprises ont postulé l'obtention d'une licence de banque numérique

Rien de moins que 52 entités ont postulé auprès de la Bangladesh Bank l'obtention d'une licence afin d'ouvrir une banque numérique, dépassant de très loin les prévisions de la Banque centrale qui a approuvé en juin 2023 la *Digital Bank guideline*. Parmi les candidats, figurent des banques locales publiques et privées, des opérateurs de paiement dématérialisés (MFS), des opérateurs privés.

D'après ce document, une banque numérique ne pourra pas délivrer de moyens de paiement en espèces, et sera limité à des moyens tels que les cartes bancaires virtuelles, les QR codes, etc.

Le Bangladesh compte à ce jour 61 banques.

Livraison de la première cargaison d'uranium pour la centrale nucléaire de Rooppur prévue pour septembre

Début août 2023, Atomstroyexport et le Bangladesh ont signé le contrat d'acquisition d'uranium. Le combustible nucléaire sera bientôt livré par avion jusqu'à l'aéroport de Dacca, ce qui marquera la transition de la centrale nucléaire du statut de « en construction » vers le statut d'« installation nucléaire ». Cette première livraison devrait intervenir dès septembre.

D'après les données de *l'Implementation Monitoring and Evaluation Division* (IMED), le projet de centrale nucléaire de Rooppur (deux réacteurs VVER-1200) a été réalisé à 60% en juillet 2023. Les autorités conservent ainsi le calendrier

initial : première unité livrée en 2024 et la deuxième en 2025.

Dans son plan stratégique *Power System Master Plan* (PSMP) 2018, le Bangladesh envisage de construire entre 3 et 4 nouveaux réacteurs d'ici 2041, en fonction de l'évolution de la demande en électricité.

Bhoutan

Les volumes d'exportation de produits agricoles à destination de l'Inde déclinent

En 2022, près de 17 184 MT de fruits et légumes ont été exportés vers le marché indien, dont 81% de pomme de terre, 11% de légumes, et 8% de fruits, via l'entreprise publique indienne chargée de la distribution, la « Food Corporation of India Limited (FCBL)». Il s'agit d'un volume d'exportation réduit au tiers de celui enregistré lors de la période de prépandémie.

En parallèle, lors de la même période, le Bhoutan a exporté près de 19 147 MT de produits céréaliers pour un montant de 947 M NU, soit une baisse de 9% en volume et de 5% en valeur.

Le gouvernement dispose d'une marge de manœuvre sur sa dette non-hydroélectrique

La nouvelle politique de gestion de la dette publique révisée en 2023 exige que l'encours de la dette budgétaire non-hydroélectrique ne dépasse pas 55% du PIB au cours d'une année donnée. En juin dernier, celle-ci s'élevait à un montant équivalent à 1,1 Md USD (93,1 Mds NU), correspondant à seulement 46% du PIB, en deçà du seuil, selon le ministère des Finances. De fait, le gouvernement dispose de 9% de marge de manœuvre supplémentaire sur sa dette non-hydroélectrique, soit l'équivalent de 221 M USD (18,21 Mds NU) additionnel.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Moody's prévient des défis à venir, suscitant l'« extrême déception » du gouvernement indien

L'agence de notation internationale Moody's a récemment confirmé la notation souveraine de l'Inde à Baa3 mais a signalé des niveaux d'endettement élevés ainsi que des tensions politiques. Moody's prévoit une forte croissance du PIB nominal indien, ce qui devrait faciliter la poursuite de l'effort de consolidation budgétaire en cours et la stabilisation de la dette publique, qui devrait toutefois restée élevée. L'agence anticipe une dette publique à environ 80 % du PIB au cours des deux ou trois prochaines années, ce qui est inférieur au pic de près de 90 % atteint au cours de l'exercice 2020/2021, mais supérieur à celle de nombreux États affichant des notations similaires. L'agence a également souligné les risques budgétaires accrus, l'affaiblissement des institutions et la montée des tensions politiques, comme celles constatées dans l'Etat fédéré du Manipur (à la frontière birmane), qui constituent autant de risques potentiels pouvant conduire à terme, à la baisse de la notation actuelle.

Par ailleurs, selon l'agence, la croissance démographique en Inde ne suffira pas à alimenter la croissance économique en raison de l'insuffisante qualité de l'éducation. De meilleures performances éducatives sont essentielles pour éviter des pertes d'emplois dues à la numérisation et à l'intelligence artificielle, surtout dans les services comme les centres d'appels. L'Inde est comparée au Pakistan et au Bangladesh en termes de résultats éducatifs. Moody's estime que la croissance de la population continuera de soutenir l'expansion économique, mais la disponibilité de la main-d'œuvre seule, liée au dividende démographique, ne suffira pas. Outre l'éducation, des infrastructures solides sont également nécessaires pour récolter les avantages économiques.

Le gouvernement indien a fait part de son "extrême déception" suite au rapport de

l'agence de notation sur les perspectives économiques de l'Inde. Le rapport a été critiqué pour son caractère contradictoire et son manque de crédibilité. Les responsables gouvernementaux ont critiqué l'affirmation de l'agence selon laquelle la dette se stabiliserait à un niveau élevé. Ils ont noté l'absence de définition précise des niveaux élevés de dette évoqués par Moody's. En 2016, l'Inde avait proposé la création d'une agence de notation de crédit au sein du groupe des BRICS pour remettre en question le système de notation actuel dominé par les trois grandes agences mondiales, que l'Inde considère comme biaisées contre les pays en développement.

La croissance du PIB de l'Inde au 1^{er} trimestre atteint son plus haut niveau depuis un an, soit 7,8%

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Inde a augmenté de 7,8 % au cours du premier trimestre (avril-juin) de l'exercice en cours (2023-2024), contre une croissance de 6,1 % au cours du trimestre précédent, selon les données officielles publiées par l'Office national des statistiques. L'économie indienne a ainsi enregistré sa croissance la plus rapide depuis un an, portée par une reprise dans les secteurs de l'agriculture et des services, en particulier les services financiers, immobiliers et de conseil et les services à forte intensité de contact dans les domaines du commerce, de l'hôtellerie et des transports, selon les données publiées jeudi par l'Office national des statistiques. Les secteurs de l'industrie manufacturière et de la construction ont toutefois enregistré des taux de croissance plus faibles que prévu. Du côté de la demande, la montée en régime du plan de relance par les infrastructures a été relayée par les Etats fédérés, l'investissement en capital (FBCF) contribuant fortement à la croissance. La dynamique du crédit, matérialisée notamment par la hausse des crédits aux ménages, a par ailleurs permis de soutenir la hausse de la consommation des ménages, notamment urbains.

Bien que les économistes aient exprimé leur inquiétude quant à l'impact global de l'inflation et des conditions météorologiques irrégulières sur la croissance économique, cinq des huit

secteurs clés ont enregistré une croissance supérieure à 5,0 % entre avril et juin. Deux secteurs ont enregistré un taux de croissance supérieur à celui de l'année précédente - services financiers, immobiliers et de conseil à 12,2 % contre 8,5 % l'année précédente, et agriculture, sylviculture et pêche à 3,5 % contre 2,4 % un an plus tôt. Le secteur manufacturier a connu une croissance de 4,7 % entre avril et juin 2023, contre 6,1 % entre avril et juin 2022, tandis que le secteur minier a enregistré une croissance de 5,8 %, inférieure à celle de 9,5 % enregistrée l'année précédente. Le secteur de la construction a connu une croissance de 7,9 % entre avril et juin de cette année, contre une croissance de 16 % au cours de la période correspondante de l'année dernière.

L'économie indienne devrait cependant enregistrer un ralentissement au cours des prochains trimestres, en raison des aléas pesant sur la consommation des ménages, notamment ruraux, des incertitudes relatives à la mousson, qui pourraient affecter la demande rurale et alimenter les tensions inflationnistes, enfin de l'atonie de la demande étrangère. Pour rappel, la RBI prévoit une croissance de l'économie à 6,5%, le FMI tablant sur une progression de 6,1% au cours de l'exercice en cours.

Politique commerciale

L'Inde soutient l'expansion des BRICS

Lors du 15^{ème} sommet des BRICS à Johannesburg, le groupe des économies émergentes BRICS a annoncé l'inclusion de six nouveaux membres : l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Le Premier ministre indien Narendra Modi a exprimé son soutien à l'expansion du groupe. Il a déclaré que l'Inde avait des relations très profondes et historiques avec chacun d'entre eux et qu'il était confiant que « nous serions en mesure de donner un nouveau dynamisme aux BRICS en travaillant avec les nouveaux pays membres ». Suite à l'élargissement, les BRICS représenteront 46% de la population mondiale et 30% de la production économique. Leur part dans le commerce mondial de marchandises sera portée de 20 % à

25 %, et celle du commerce mondial de services passera de 12 % à 15 %. La part de la production mondiale de pétrole contrôlée par ce groupe augmentera de 18% à 40 %. Cependant, même avec ces nouveaux membres, la Chine et l'Inde continueront de contribuer à hauteur de 74 % au PIB agrégé du groupe.

Par ailleurs, lors de son intervention, Modi a proposé quelques éléments de réflexion pour stimuler le groupe, au nombre desquels la création d'un Consortium d'exploration spatiale BRICS pour aider les membres à mener des recherches spatiales et à surveiller la météo. Il a également recommandé aux pays membres de prioriser l'éducation et le développement des compétences en utilisant des outils technologiques. Il a cité l'exemple du portail DIKSHA (une plateforme indienne utilisée pour dispenser un enseignement scolaire à distance) et a déclaré qu'un tel outil pourrait être développé pour les BRICS. Modi a conclu en affirmant que les BRICS briseraient les barrières, revitaliseraient les économies, inspireraient l'innovation, créeraient des opportunités et façonneraient l'avenir.

G20 du commerce et de l'investissement : priorité à la stimulation du commerce mondial et au soutien des PME

La réunion des ministres du commerce et de l'investissement du G20 s'est terminée vendredi 25 août sans communiqué conjoint en raison, notamment, de divergences sur les références à la guerre Russie-Ukraine. La Russie a rejeté l'inclusion du paragraphe concernant les "questions géopolitiques" en affirmant qu'il ne correspondait pas au mandat du G20 ; la Chine a de son côté déclaré que la réunion du G20 sur le commerce et l'investissement n'était pas le bon forum pour discuter des questions géopolitiques.

Le ministre indien du commerce et de l'industrie, Piyush Goyal, a toutefois souligné qu'il n'existait qu'un paragraphe sur les 17 pages du communiqué où "aucun consensus n'avait pu être obtenu pour des raisons évidentes". La numérisation des documents commerciaux, l'amélioration de l'accès à l'information pour les PME, le cadre pour cartographier les chaînes de valeur mondiales, les meilleures pratiques en

matière d'accords de reconnaissance mutuelle pour les services professionnels et un dialogue sur les normes ont été les principaux points à l'ordre du jour de la réunion des ministres.

Ces derniers ont particulièrement insisté sur deux points. D'abord, ils ont convenu de l'importance de cartographier les chaînes de valeur mondiales (CVM) dans le contexte de l'économie mondiale actuelle. Les CVM se réfèrent aux réseaux complexes de production, d'approvisionnement et de distribution qui s'étendent à travers différents pays. L'objectif de cette initiative est de mieux comprendre comment les produits sont fabriqués, assemblés et distribués à travers le monde, ce qui peut aider à renforcer la résilience économique et à améliorer la planification en cas de perturbations. Deuxièmement, ils se sont entendus sur l'importance d'intégrer les petites entreprises dans les chaînes de valeur mondiale. Ces éléments soulignent le rôle crucial joué par les petites et moyennes entreprises (PME) dans l'économie mondiale et la manière dont leur inclusion dans les chaînes de valeur peut favoriser leur croissance et leur durabilité.

[Inflation alimentaire : de nouvelles mesures concernant le riz non basmati](#)

En juillet 2023, l'indice des prix à la consommation en Inde a atteint 7,4%, son niveau le plus élevé en 15 mois, principalement en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et des légumes. En effet, l'inflation pour les produits alimentaires et les boissons a s'est établi à 10,6%. En particulier, pour faire face à la flambée des prix des oignons, le gouvernement a imposé un droit d'exportation de 40% jusqu'à fin décembre pour stabiliser les prix intérieurs en réduisant l'offre destinée aux marchés étrangers.

Par ailleurs, le 20 juillet, l'Inde a interdit les exportations de riz blanc non basmati pour contrôler la hausse des prix domestiques. Cependant, l'interdiction d'exportation a immobilisé des milliers de tonnes de riz dans les ports, laissant les commerçants confrontés à des pertes. La Direction générale du commerce extérieur (DGFT), une unité du ministère du Commerce, a déclaré dans sa dernière ordonnance qu'elle autoriserait les expéditions

de cargaisons ainsi bloquées. L'Inde, qui représente 40% des exportations mondiales de riz, vend cet aliment de base à plus de 150 pays, dont quelques pays pauvres et vulnérables d'Afrique et d'Asie. Le pays a exporté 4,5 millions de tonnes de basmati au cours de l'exercice 2022/2023. Enfin, l'Inde a décidé d'autoriser l'exportation de riz vers Singapour en raison de leur relation spéciale. L'objectif est de renforcer davantage les relations économiques et commerciales entre l'Inde et Singapour.

Népal

[Déficit commercial équivalent à 873 M USD lors du premier mois de l'exercice](#)

Selon les statistiques commerciales dévoilées par le Département des douanes, lors du premier mois de l'exercice budgétaire 2023/24, de mi-juillet à mi-août, le déficit commercial du Népal s'est élevé à un montant équivalent à 873 M USD (115 Mds NPR), soit une réduction de 2,3% par rapport à la même période de l'année dernière. Cet allègement est imputable à la baisse simultanée des importations et exportations, respectivement de 1,5% (en g.a.) et 9,8%. Elles sont revenues de 995 M USD à 980 M USD et de 112 M USD à 102 M USD.

Les postes d'importation principaux ont été les produits pétroliers, l'huile de soja et l'huile de palme, tandis que les exportations étaient principalement constituées de tapis en laine, et de cardamome.

Les déficits bilatéraux les plus élevés du Népal demeurent avec ses voisins - l'Inde et la Chine. Le pays a exporté des marchandises d'une valeur de 63 M USD vers l'Inde, tout en important des biens pour un montant de 616 M USD, entraînant un déficit de 553 M USD. De même, les exportations vers la Chine se sont élevées à 2,9 M USD, tandis que les importations s'élevaient à 166,4 M USD, engendrant un déficit de 163,5 M USD.

Pakistan

Aux prises avec d'importantes manifestations populaires opposées à la forte augmentation des tarifs de l'électricité, le gouvernement pakistanais ne semble pas disposer de marge de manœuvre pour prendre des mesures d'apaisement

L'augmentation du prix de l'électricité de 5,7 PKR/KwH à partir du mois de juillet est à l'origine de protestations dans tout le pays. Au cours des quatre dernières années, la facture d'électricité des particuliers a augmenté de 80% pour les faibles utilisateurs d'électricité et jusqu'à 140% pour les gros consommateurs d'électricité.

Dans cette situation, M. Anwar ul Haq Kakar, Premier ministre par intérim, a demandé à Mme Shamshad Akhtar, ministre des Finances du gouvernement de transition, d'effectuer une démarche auprès du FMI pour assouplir les conditions de l'accord de confirmation (*stand-by arrangement*) – pour mémoire 3 Mds USD sur une durée de neuf mois approuvé par le Conseil d'administration du 12 juillet dernier – dans lequel le gouvernement s'engageait à ne pas introduire de subvention à l'électricité et à augmenter les tarifs.

La presse rapporte que deux sujets de fond ont été évoqués par les experts du secteur énergétique et Mme Akhtar. Tout d'abord, le fait que les officiers payaient moins cher leur électricité au fur et à mesure qu'ils progressaient dans leur carrière. Mais aussi le fait que cette augmentation des tarifs sert en grande partie à payer les sociétés privées électriques chinoises à un tarif trop avantageux. La ministre des Finances a rappelé qu'en tant que ministre intérimaire, ses marges de manœuvre politiques étaient réduites et que ces sujets seraient traités par le nouveau gouvernement élu.

A ce stade, la ministre a indiqué d'une part que son administration avait transmis aux services du FMI un Plan d'allègement de la facture d'électricité pour approbation et d'autre part que le pays ne disposait pas de marge de manœuvre pour permettre de telles mesures, la situation budgétaire pakistanaise étant dégradée

et le gouvernement pakistanais ayant promis au FMI qu'il ne reviendrait pas sur les mesures auxquelles il s'était engagé à la fin juin dernier.

Nouveau problème de dette circulaire entre un exploitant minier, un producteur indépendant d'électricité (IPP) et la société nationale de transport de l'électricité

L'exploitant chinois de charbon China Machinery Engineering Corporation (CMEC), qui exploite une mine de charbon chinoise dans le Sindh (Thar II mining lot), a commencé à réduire ses activités minières et a averti le producteur indépendant d'électricité (IPP) Engro Thar Coal Power Project qu'elle cesserait ses activités d'extraction de charbon si sa créance de 50 M USD due n'était pas réglée d'ici le 10 septembre. De son côté, l'IPP détenu par le groupe Engro indique qu'il ne pourra payer l'opérateur minier chinois tant que la National Transmission & Despatch Company (NTDC) n'aura pas réglé la facture de ses livraisons d'électricité au cours des deux derniers mois.

Application du régime TIR entre la Chine, le Pakistan et l'Afghanistan

Les règles fiscales douanières liées au régime dit « TIR » (« transport international routier ») sont entrées en vigueur entre la Chine et le Pakistan. L'application du régime TIR entre la Chine et le Pakistan entraîne *de facto* la rationalisation du processus de dédouanement. Les produits destinés au marché pakistanais sont désormais contrôlés au port sec de Sost basé dans la région spéciale du Gilgit Baltistan.

Le régime TIR étant étendu à l'Afghanistan, il permet également de positionner le Pakistan comme pays de transit entre la Chine et l'Afghanistan. Des premières livraisons utilisant le système TIR arrivées par camions en provenance du Xinjiang chinois sont arrivées à destination au Pakistan et en Afghanistan.

Le rapatriement des bénéfices provenant d'investissements étrangers chute de 87 % en g.a. en juillet

Selon la Banque centrale, le rapatriement des bénéfices et des dividendes sur les investissements étrangers au Pakistan a chuté de 87,27 % en glissement annuel pour atteindre 2,1

M USD du mois de juillet, 1^{er} mois de l'exercice budgétaire 2023/2024.

Sri Lanka

Encadrement des taux d'intérêt sur les prêts en roupies par la Banque centrale (CBSL)

La CBSL a adopté une directive datée du 25 août par laquelle elle met en œuvre les annonces contenues dans sa dernière revue de politique monétaire (plafonnement des taux d'intérêt pour les prêts sur gages à 18,00% par an, pour les découverts temporaires préétablis à 23,00% par an, pour les avances de fonds obtenus par carte de crédit à 28,00% par an) et arrête par ailleurs une nouvelle mesure applicable à l'ensemble des créances en roupies, outre celles déjà mentionnées, existantes et futures, accordées par les banques agréées : réduction des taux d'intérêt de 250 points de base (pdb) avant le 31 octobre et de 100 pdb supplémentaires avant le 31 décembre 2023 par rapport aux taux en vigueur le 31 juillet 2023. Si toutefois le taux d'intérêt annuel d'un crédit est inférieur ou égal à 13,5 % à compter du 25 août, la réduction n'est pas obligatoire. En outre, pour les crédits dont les taux sont inférieurs ou égaux à 13,5 % à compter du 25 août, il est interdit aux banques d'augmenter les taux au-delà des niveaux du 25 août. Enfin la Banque centrale plafonne les taux d'intérêt de pénalité appliqués pour les montants excédant une certaine limite ou en cas de retard de paiement à 2,00% au-dessus des taux d'intérêt appliqués normalement à la facilité de crédit concernée.

Résorption du déficit commercial au S1 2023 et bonne performance des transferts de migrants et recettes touristiques

Les exportations atteignent 5,9 Mds USD au S1 2023, contre 6,5 Mds USD au S1 2022, et pâtissent notamment du ralentissement des marchés occidentaux pour les produits textiles ou agricoles. Les importations atteignent 8,2 Mds USD au S1 2023 contre 10,0 Mds au S1 2022, marquées par les différentes restrictions en place et la chute de la production manufacturière et de

la consommation. Le solde commercial s'établit ainsi à -2,3 Mds USD au S1 2023 contre -3,5 Mds USD à la même période en 2022. Les transferts de migrants, portés par la restauration d'un taux de change crédible et l'importance des migrations, ainsi que les recettes touristiques, portées par la reprise du secteur, atteignent respectivement 2,8 Mds USD et 875 MUSD entre janvier et juin, contre 1,6 Md USD et 680 MUSD à la même période en 2022. Les investissements nets étrangers en titres de dette émis par l'Etat (T-Bonds et T-Bills) sont aussi en forte hausse, à 426 MUSD au S1 2023 contre 6 MUSD au S2 2022; ceux dans le *Colombo Stock Exchange* sont en recul, à 2 MUSD contre 92 MUSD. Les réserves officielles atteignent 3,7 Mds USD fin juin (près de 3 mois d'importations), portées par les achats bruts de la Banque centrale sur le marché des changes (2,0 Mds au S1) et le soutien des organisations multilatérales (333 MUSD du FMI en mars, 350 MUSD de la BASD en mai et 250 MUSD de la Banque mondiale en juin).

Recul de l'inflation à 4,0% en août en glissement annuel

Après 6,3% en g.a. en juillet 2023, l'inflation revient désormais à 4,0% en g.a. fin août. L'inflation pour les produits alimentaires atteint -4,8% en g.a. en août (contre -1,4% en juillet), et celle pour les produits non-alimentaires revient à 8,7% en g.a. en août (contre 10,5% en juillet). L'inflation recule essentiellement du fait de l'effet de base, le coût du panier de biens représentatif restant stable (-0,02%) entre juillet et août, sous l'effet d'une faible chute des prix alimentaires, notamment des poissons et légumes, qui compense une légère hausse des prix non-alimentaires, tirée par la révision des tarifs de l'eau et les prix de l'essence. Entre août 2022 et août 2023, ce sont essentiellement le coût de l'électricité et de l'eau, des vêtements, de l'éducation, des restaurants et hôtels, biens et services divers, communication, loisirs et culture qui portent la hausse de l'indice des prix à la consommation (CCPI). A l'inverse, les réductions de prix des carburants à la pompe, gaz de cuisson, frais de maintenance et reconstruction, riz, poisson séché et dhal, influent à la baisse sur le CCPI.

Près de 150 000 départs de travailleurs migrants à l'étranger au S1

Le *Sri Lanka Bureau of Foreign Employment* (SLBFE) a enregistré 146 885 départs de migrants pour un travail à l'étranger au S1 2023, soit 24 481 départs par mois. Après des départs au T1 similaires à ceux du T1 2022 (+1,8%), les départs au T2 sont quelque peu inférieurs (-6,7%) à ceux du T2 2022, mais restent nettement supérieurs à ceux enregistrés dans les années précédant la pandémie. Le Moyen-Orient compte pour 76,5% des départs au S1 2023, suivi par l'Asie hors Asie du Sud et Moyen-Orient (8,4%), et l'Europe (7,8%). Les transferts de devises effectués par ces travailleurs vers le Sri Lanka atteignent 470 MUSD par mois au S1 2023 (268,3 MUSD au S1 2022), en provenance d'abord du Koweït (11,2%), du Qatar (10,5%), des EAU (9,7%), d'Arabie saoudite (9,0%), des Etats-Unis (8,1%), de Corée du Sud (7,0%), du Royaume-Uni (5,6%), et d'Italie (5,5%). Près de 60% des travailleurs partis à l'étranger au S1 2023 sont peu ou moyennement qualifiés, une proportion plus importante chez les femmes qui comptent pour 43% des départs et sont aussi plus âgées en moyenne que les hommes. Tous motifs confondus, y compris séjours touristiques, éducation et voyages d'affaires, le *Department of Immigration and Emigration* enregistre 683 363 départs de Sri Lankais au S1 2023, un chiffre largement supérieur au niveau du S1 2022 (494 712) et proche du S2 2022 (633 046) ; les départs de travailleurs migrants comptent pour 18 à 24% du total selon les mois au S1 2023.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international